

Animation parascolaire (Giap)
 Personnel Ville de Genève
 Université de Genève
 Petite enfance
 Ecoles de Danse, Musique, Théâtre (CEGM)
 Assistant.e.s en soins dentaires
 Animation Socioculturelle (Fase)
 Education spécialisée (OMP)
 Enseignement secondaire
 Etablissements Médico-Sociaux (EMS)
 Institut de Maintien à Domicile (IMAD)
 Administration cantonale
 Enseignement primaire
 Personnel médical (HUG)

Comment nous soutenir?

Si toutes les professions si-dessus vous semblent utiles au fonctionnement juste et équitable d'une société, alors vous pouvez nous soutenir :

En en parlant autour de vous, en vous renseignant sur ces sujets, car c'est sur l'indifférence que les autorités comptent pour installer l'austérité!

En vous engageant à l'échelle locale dans les comités associatifs et les associations soutenant ces domaines.

En rejoignant les piquets de grève des différentes fonctions pour afficher votre soutien

En rejoignant les manifestations de la fonction publique et des secteurs subventionnés

Nous serons en grève
 le mardi 02, mercredi 03 et jeudi 04 juin.
 Nous ne ferons pas d'accueil.
 Merci de votre compréhension.



Fonction publique et secteurs subventionnés : grève et mobilisations RECONDUCTIBLES dès le 23 avril 2026

Travail social en lutte!



Pourquoi faisons-nous grève?

Parce que l'on ne peut plus accepter les mensonges d'une droite au service des classes les plus riches et de ses propres intérêts électoraux

Qui est encore surpris? A l'image des dernières années, le schéma se reproduit encore et encore: promesses de déficit budgétaire, mesures d'austérité annoncées nécessaires, attaques sur les salaires... pour finalement déboucher sur des bénéfices prétendument "inattendus", parfois modestes (plusieurs dizaines de millions cette année), parfois indécents (1,5 milliards en 2023).

Il ne suffit plus de quelques belles promesses pré-électorales, vite oubliées, quand l'intérêt politicien ne les justifie plus, pour acheter la paix sociale!

L'Etat cherche à faire des économies par tous les moyens. Leurs cibles? Les **plus vulnérables de la population**, et la fonction publique au service de cette dernière.

Les attaques sur les droits sociaux lentement acquis durant des décennies, et sur les prestations au service de la population, sous prétexte d'économies servant avant tout la logique d'une droite aveuglement idéologique, et d'une classe politique démagogique, sont en train de mettre à mal les secteurs indispensables **de la santé, de l'éducation, du social**.

Refus des indexations, suppression de 4 années d'annuités, pourtant garanties par le contrat d'engagement que nous avons signé, suppression des mesures de soutien face aux coûts des assurances maladie, refus des revalorisations salariales des fonctions les plus précaires (mais pas des fonctions dirigeantes...) en santé et social, augmentation graduelle de la charge de travail avec des moyens en baisse, et bien d'autres réjouissances à venir... Pour certain.e.s travailleurs.euses, ce sont des pertes sur salaire annuelles de plusieurs milliers de francs, pour des professions déjà au bord de l'épuisement, face au manque de moyens et à l'absurdité administrative empêchant souvent l'action au service de la population.

La crise des finances de l'Etat est-elle un incident passager?

Non, la crise n'est pas une fatalité, elle est le résultat de décennies de choix d'une politique politicienne calculatrice.

Car depuis près de 30 ans, les cadeaux fiscaux aux plus grandes entreprises sont monnaie courante dans la République des petits copains, où le tapis rouge est déployé à grand renfort de courbettes pour les plus grands brasseurs d'argent, qu'ils soient destructeurs de la planète, vendeurs d'armes, spéculateurs sur les denrées alimentaires, contribuables milliardaires... peu importe l'éthique, tant que pleuvent les billets!

A coup de baisses d'impôts continues depuis 1998, ce sont près de 2 milliards qui manquent dans les caisses de l'Etat... Et de fait, maintenant que les finances font grise mine, les autorités feignent d'ignorer ce qui a creusé le déficit, et pointent du doigt les bénéficiaires des services publics et celles et ceux qui travaillent pour la population. Le monde politique s'allonge face à la puissance sordide des marchés, mais s'invente des bonnes excuses pour garder la face...

Contrairement à ce que prétend insidieusement le Conseil d'Etat, il ne s'agit pas d'un problème de dépenses de l'Etat, mais d'un problème de recettes!

Face aux politiques d'austérité en cours et à venir, les plus gros salaires (1% des contribuables qui possèdent 56% de la fortune nette totale du canton!) et les grandes entreprises se frottent les mains, tandis que **les populations les plus vulnérables, les classes les plus précaires, et la fonction publique** en première ligne de l'action sociale, vont payer la facture des cadeaux faits aux classes les plus aisées!

Cela concerne-t-il uniquement les travailleuses.eurs de la fonction publique et des secteurs subventionnés?

Non, cela concerne toute la population, tout.e.s celles et ceux qui ont un enfant en crèche, à l'école ou au Cycle d'orientation, se font soigner à l'Hôpital, ont un parent en EMS, apprécient les parcs publics, bénéficient de prestations de l'Imad, participent à une fête d'une Maison de Quartier, obtiennent une aide financière cantonale, etc.

En effet, au-delà des attaques sur les salaires, ce sont des attaques sur les professions elles-mêmes qui sont en cours, sur les moyens mis à disposition, sur les obstacles administratifs pour être disponibles pour les usagers, bénéficiaires, résidents, élèves, et sur la capacité au quotidien à exercer la mission confiée.

Car qui dit économies, selon le Conseil d'Etat, dit également suppression de nouveaux postes de travail, dont le besoin est d'autant plus criant face à un contexte d'augmentation de la population, et plus encore de la part précaire de la population.

A l'heure actuelle, le gel de tout nouvel engagement et de tout budget de fonctionnement se traduit par, par exemple: temps d'attente plus long aux HUG, moins de possibilités d'animation en Maison de Quartier, hausse du nombre d'élèves par classe, moins d'infirmières scolaires, logopédistes, psychologues, fermeture des écoles pour élèves en décrochage scolaire, etc.

Enfin, comme si cela ne suffisait pas, dans son projet de budget, le Conseil d'Etat prévoit également de vastes plans d'austérité à partir du printemps 2026, sur le dos de l'ensemble de la population: baisse des prestations aux bénéficiaires de l'Hospice Général, fin de l'adaptation des subsides d'assurance-maladie à la hausse des primes, augmentation des taxes pour les étudiant.e.s HETS, diminution d'aides sociales dans toutes les directions.

Ainsi, vous serez toutes et tous rapidement appelés à mettre la main au porte-monnaie pour compenser les méfaits de **LEUR** crise!

Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas; c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles!

Pour la défense des droits du personnel publique, y compris les fonctions les plus précaires, pour le respect des mécanismes salariaux !

Pour la revalorisation des professions de la santé et du social que le Conseil d'Etat refuse, en commençant par les fonctions les plus précaires!

Pour le maintien des budgets et des prestations pour toute la population, en commençant par les plus précaires et vulnérables !

Pour l'abandon des attaques visant à réduire ou annuler des mesures de soutien face aux coûts de la vie !

Pour une politique de création de postes au service de la vie des quartiers et de la population !

Pour l'avenir des prestations publiques, sociales, éducatives, sanitaires, culturelles. Pour une société qui n'offre pas des perspectives qu'aux plus fortunés ou aux plus puissants !

Contre le mépris et le dédain des autorités politiques envers la population et ses droits!



Les Maisons de Quartier poursuivent leur participation à la mobilisation !!!



Les besoins de la population sont niés, le personnel est méprisé.

La "crise" budgétaire n'est pas une fatalité magique, elle est le résultat de décennies de choix politiques.

Nous refusons de payer pour LEUR crise.

Nous refusons que nos usagers paient pour LEUR crise.

